

AFRIQUES EN LUTTE !



AFRIQUES EN LUTTE !

Bulletin d'information
du groupe de travail
« Afriques » du NPA



Nouvelle formule

n°8 - juillet/août 2010

NPA

Prix libre NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Édito

Equipe de France de football: les fantômes d'un nationalisme rance

Ni Dieu ni Domenech n'ont été en mesure de réaliser de miracle : la France ne remportera pas le Mondial 2010. C'est la loi du sport. Mais celles et ceux qui espéraient des bénéfices politiques et financiers d'un remake de la victoire de 1998 en sont aussi pour leurs frais. Cette année-là on a beaucoup célébré la victoire d'une France « Blacks, Blancs, Beurs » où les gamins des banlieues n'étaient pas la cible de penseurs en mal de reconnaissance mais étaient promis à un avenir Zidaneque. 14 ans, une révolte, et surtout une élection présidentielle plus tard, retour à la case départ, et pire même. En 2005, le ministre Sarkozy menace de nettoyer au karcher la « racaille » des cités. En 2007, le candidat-PDG nous somme d'aimer la France ou de la quitter, pauvres con-ne-s que nous sommes à nous serrer la ceinture, entassé-e-s dans les quartiers populaires, infoutu-e-s d'avoir une Rolex à 50 piges passées. L'équipe qui gouverne la France, avec son super sélectionneur de président, est, elle, très publiquement, plus encline aux insultes qu'aux avancées sociales. De Hortefeux, à Morano, en passant évidemment par Besson et autres caïds à lunette de l'UMP, on ne compte plus les invectives racistes et le mépris de classe.

Alors, bien sur, le football est à remettre dans son cadre social. Celui d'un sport populaire, où le travail, le talent, le respect de l'autre produisent souvent très beaux moments de jeu et de spectacle collectifs, mais que la marchandisation et le business outranciers ont profondément perverti. Et, tout en évitant d'en faire le centre des préoccupations politiques et sociales, nous devons dénoncer aussi bien le mirage de la victoire de 1998 présentée comme la concrétisation de l'égalité des chances et des droits, que le racisme et le nationalisme puant sous-jacents aux critiques de la défaite des « Bleus » en 2010.

Cet échec sportif a en effet réveillé les stridulations vuvuzelesques des penseurs « ethnicistes » qui prétendent défendre l'honneur de la France éternelle (comprenez blanche et chrétienne), et sont aujourd'hui relayés bien au-delà de leurs rangs habituels. En ces temps de crise et de difficultés pour les classes dirigeantes, ces philosophes en carton, les Finkelkraut et Zemmour, entendent nous éclairer sur ces dangereux « caïds de banlieues » et les cohortes qu'ils cachent sous leurs maillots. Si la France (éternelle...) va mal, c'est de la faute aux immigré-e-s, à leurs enfants, et à ces crasseux petits Blanc-che-s traitres-ses à leur race et qui traînent en leur compagnie, formant des bandes bruyantes et malodorantes de sauvages totalement inassimilables et non bio-dégradables dans les valeurs françaises judéo-chrétiennes. La mise en avant politique et médiatique de cet épisode sportif est ainsi autant symptomatique qu'affligeante. On convoque Thierry Henry à l'Élysée et on auditionne Domenech et Escalettes à l'Assemblée, plutôt que d'accéder aux revendications des millions de manifestant-e-s qui défendent la retraite à 60 ans, parce que la « question nationale » a bien plus d'importance pour le gang de Fouquet's que la « question sociale ».

Ce ne sont donc pas les joueurs de l'équipe de France qu'il faut virer, mais bel et bien Sarko 1^{er}, Woerth le second couteau et toute leur cour bling bling ! Et pour parler un peu grossièrement comme le cousin Nico (celui d'Arsenal, évidemment), nous, on leur dit bien haut et fort : ALLEZ VOUS FAIRE BROSSER AVEC VOTRE SYSTEME CAPITALISTE DE MERDE !

Mariam, Kohou, Moulzo, enfants des « républiques bananières » qui vous saluent, cheveux au vent, du haut de leurs cocotiers cinquantenaires.

S
O
M
M
A
I
R
E

<ul style="list-style-type: none"> • En bref Burundi, RDC, Djibouti • Politique, économie et société Solidarité avec les militant-e-s marocain-e-s Elections en Guinée, au Soudan et en Ethiopie • Dossier Palestine vaincra! • Françafrique Sommet et contre-sommet à Nice • International Défendre les accords Bino en Guadeloupe 	<ul style="list-style-type: none"> • Campagnes - Mobilisations Justice pour Thomas Sankara et pour l'Afrique • Histoires - Mémoires Il y a 50 ans, des indépendances africaines • Cultures A lire: sur le Congo et le féminisme en Afrique A voir: « Ulysse clandestin » • Agenda 2-13 juillet: course contre la Françafrique 13 juillet: manifestation et bal anticolonial 25-28 août: université d'été du NPA
--	---

Le Burundi, l'UE et les élections « crédibles »



Le 24 mai, les Burundais-e-s votaient pour les élections communales, mais l'enjeu du scrutin dépassait largement ce cadre. Il s'agissait en fait du premier test électoral national

après que le dernier mouvement rebelle armé des Palipehutu FNL (tendance ethniste « Hutu Power ») ait déposé les armes (moyennant amnistie des crimes qu'il avait commis) et juste avant les élections présidentielles et législatives. De très nombreuses irrégularités jettent un doute plus que sérieux sur la sincérité du scrutin qui s'est officiellement soldé par 65% des voix pour le parti au pouvoir (CNDD-FDD) du président Pierre Nkurunziza. A l'exception de ce dernier, tous les candidats ont décidé de boycotter l'élection présidentielle du 28 juin. Inflexible, Nkurunziza bénéficie du soutien de l'Union européenne, qui, en vertu d'une équipe minimale d'observateurs (15 binômes pour près de 7000 bureaux de vote), a jugé le scrutin crédible, comme elle l'avait déjà fait auparavant au Togo ou en Mauritanie. Tandis que des attentats à la grenade ont repris dans la capitale et que le leader des FNL Agathon Rwasa se serait exfiltré en RDC, d'autres font les frais de la répression du pouvoir, comme des cadres du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD) de Alexis Sinduhije, journaliste intègre récemment entré en politique sur la base d'un programme social-démocrate, et qui a déjà goûté à la prison. Le 28 juin, Nkurunziza a été réélu à 91,62%...

droit de contrôle du FMI sur les finances du pays concerné en matière de respect des dogmes libéraux et de « bonne gouvernance ». Ce dernier critère est bien entendu un prétexte à géométrie variable : ainsi le Congo-Brazzaville, spécialiste de l'évaporation pétrolière s'est vu remettre un satisfecit. A l'inverse, son voisin de République démocratique du Congo, a vu le point d'achèvement de l'initiative PPT plusieurs fois reculé. Il a dû notamment revenir en partie sur les gigantesques contrats conclus avec la Chine en échanges de matières premières. Lors de la dernière assemblée du G20 au Canada, le premier ministre canadien (dont le pays constitue aujourd'hui un paradis fiscal pour entreprises minière) a tenté de subordonner cette question au règlement du litige entre la RDC et l'entreprise minière KMT, dont le contrat léonin avait été rompu. On savait le FMI au service des multinationales occidentales : au moins maintenant c'est dit avec franchise...

Manifestation à Bruxelles contre le 3ème mandat d'Ismaël O. Guelleh



Le FMI et la Banque Mondiale sans fard en RDC



Le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, accueilli par le Premier ministre de la République démocratique du Congo, Adolphe Muzito (d), à l'aéroport de Kinshasa, le 23 mai 2009. (Photo : Reuters)

Les « annulations » de dette prononcées par le FMI et la Banque mondiale n'en sont jamais. Même si le pourcentage peut atteindre jusqu'à 90% de la dette totale, il s'agit toujours de n'effacer que la partie qui n'aurait de toute façon jamais pu être remboursée, moyennant de nouvelles « conditionnalités » et avant de nouveaux emprunts. Les allègements de dette visent en fait à prolonger *ad vitam aeternam* le cycle du remboursement. Ils sont par ailleurs conditionnés, dans le cadre de l'initiative PPT (pays pauvres très endetté) notamment à un

A l'appel de l'opposition djiboutienne (PDD, MRD, UDJ, FRUD, FDP), un vaste rassemblement s'est déroulé samedi 26 juin 2010 devant le siège de l'Union européenne, en présence des dirigeants de l'opposition, des personnalités de la société civile: Mohamed Doubad Waïss, Abdoufatah Omar, Mohamed Houmado, Aïcha Dabalé; et de la chanteuse comorienne engagée Nawal. Les manifestant-e-s, 300 personnes venues de toute la Belgique, de France et des Pays-Bas et regroupant des sympathisant-e-s de partis politiques, de la résistance armée et des représentant-e-s de la société civile (syndicats, associations de la diaspora et des droits de l'Homme), soutenus par des démocrates européen-ne-s et africain-e-s, ont dénoncé la présidence à vie que tente d'instaurer Ismaël Omar Guelleh en violant la constitution. Dans la foulée de l'interpellation de la Commission européenne par plusieurs députés européens dont Stéphane le Foll sur la situation dramatique à Djibouti, les démocrates djiboutiens ont voulu alerter les institutions et l'opinion européennes sur les violations massives des droits de l'homme et sur le risque de chaos à la somalienne qui guette le pays. Les participant-e-s ont observé une minute de silence à la mémoire de Simone Bernier, décédée le 28 mai 2010 et qui avait inlassablement défendu les droits humains à Djibouti en tant que secrétaire générale de l'Observatoire pour le respect des droits humains à Djibouti (ORDHD), et ont salué la présence de son mari André Colomba qui a fait le déplacement de Paris pour être présent. L'évènement était couvert par plusieurs médias: VRT (radio et télévision belge de langue flamande), Deutsche Welle en amharique, la voix de Djibouti et la radio de la diaspora panafricaine).

Liberté pour les emprisonné-e-s et poursuivi-e-s à Khouribga, Missour, Figuig, Oujda, Marrakech et Agadir !

L'université et l'école publique marocaine connaît une attaque continue contre le droit à un enseignement libre gratuit. Cette attaque s'inscrit dans le cadre de la réforme de l'éducation instauré par l'Etat en 1999, sous la pression de la Banque Mondiale, et validé par le parlement du Roi en mars 2000. La mise en place d'un « plan d'urgence » à la rentrée 2009-2010 s'inscrit dans cette logique. L'objectif est clair : la casse de l'université publique, gratuite et populaire, et la mise en place d'universités sélectives répondant aux besoins du capital, à l'instar de ce qui se passe dans plusieurs pays qui sont sous l'emprise de la Banque Mondiale libérale.

En réponse à cette attaque, le mouvement étudiant dans le cadre de son organisation, l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM), a entamé des luttes héroïques ces dernières années où les courants de la gauche révolutionnaire ont été à la pointe. Ces luttes ont été réprimées violemment par le pouvoir marocain, arrêtant et condamnant des dizaines d'étudiant-e-s à Fès, Taza, Meknès, Oujda, Tanger, Marrakech et Agadir.

L'université d'Agadir 2010 : une dynamique de lutte populaire et démocratique

L'université d'Agadir a connu cette année une lutte continue sous le mot d'ordre : « tous contre le plan d'urgence » en réponse aux conditions de scolarité et d'hébergement des étudiant-e-s : absence de moyens de transport, retards de versement des bourses, militarisation de la cité universitaire, absence de restaurant universitaire, baisse des effectifs des enseignants, sureffectif des étudiant-e-s, résultats universitaires catastrophiques douteux, mal-gestion de l'université,... Cette situation a été également critiquée par le syndicat du corps enseignant qui a observé une grève de deux jours en solidarité avec la lutte étudiante.

La lutte étudiante a atteint son pic pendant les mois de février et mars, où toutes les facultés de l'université étaient mobilisées et où l'auto-organisation de la lutte a permis une participation réelle de tou-te-s les étudiant-e-s dans la décision et l'organisation. Cette lutte a également connu une importante participation féminine. Et grâce à la résistance des étudiant-e-s, une partie des revendications a été arrachée, et notamment à la faculté de Droit. Cette dynamique a redonné confiance aux masses étudiantes et une légitimité aux militant-e-s de l'UNEM.

En réponse à cette lutte courageuse, la direction de l'université a imposé des dates d'examens début juin, juste après l'arrêt de cours, dans une tentative de faire échouer une grande partie des étudiant-e-s. Cette décision unilatérale injuste a donné lieu à une nouvelle lutte étudiante qui a abouti sur la décision de boycotter les examens et une manifestation géante a été organisée, défiant le blocus policier imposé autour de l'université, ce qui a donné lieu à des affrontements avec les forces de répression.

[...] la lutte continue malgré la répression, le blocus et les arrestations

Le 7 juin, sous un blocus policier encore plus important, une assemblée générale a été organisée le matin à l'université et la décision de boycott des examens a été confirmée démocratiquement. Dans l'après-midi, les forces de répression ont investi l'université, à la demande de la direction. Des affrontements ont eu lieu et ont duré jusqu'en début de soirée dans tous les quartiers avoisinant l'université. Les forces de

répression ont contraint une petite partie des étudiant-e-s à passer les examens, les enfermant dans les salles et amphis, et les insultant et menaçant devant les yeux des enseignants.

Une trentaine d'étudiant-e-s ont été arrêtés puis une partie relâchée aux alentours de minuit. Cinq étudiant-e-s n'ont pas été libérés : Souad Haouti, Amine Bassir, Hicham Laaribi, Abdelfettah Ait Belkacem, Mohamed Mejdouf. L'intervention policière sauvage a également donné lieu à plusieurs blessures et notamment une étudiante à la faculté de Lettres, poussée du 2e étage, et qui est dans un état grave. La répression policière a fait échouer le boycott des examens et les arrestations ont continué, intervenant aux domiciles des étudiant-e-s : Kamal Boutbagha, Mohamed Chouiss, Lahcen Benzouin, Mbarek Lkadi, Abdelaziz Ahdib.

Les 10 personnes arrêtées ont été présentées le 10 juin devant la justice de classe, avec des inculpations lourdes et infondées : violence contre fonctionnaires, résistance aux représentants de l'ordre avec violence, destruction de biens,... Les jugements ont été reportés au 21 juin 2010. 5 personnes sont poursuivis en liberté conditionnelle alors que les 5 autres (Souad et cie) ont été emprisonnés dans le triste bagne d'Inezgane. Le 14 juin, deux militantes étudiantes ont été également arrêtées au sein de l'université : Saadia Dhayem et Zahira Boulmsitri. Elles seront jugées le 16 juin prochain. Et la liste des arrestations suite à la lutte étudiante à Agadir risque de s'allonger au vu de la plainte déposée par la direction de l'université.



Zahra Boudkour, la plus jeune détenue politique du royaume, arrêtée en mai 2008 à Marrakech suite à un mouvement de protestation universitaire, a retrouvé sa liberté en même temps que huit de ses camarades deux ans plus tard en mai 2010.

[...] Juin 2010 : un mois de plomb de la « nouvelle ère »

Le pouvoir marocain a décidé de réprimer tout mouvement contestataire, et notamment le mouvement étudiant très actif. Ainsi, le 14 juin, deux militants étudiants à l'université de Marrakech (Youness Salmi et Mohamed Larabi) ont été arrêtés avant qu'ils ne soient relâchés provisoirement (liberté provisoire). Le 12 juin, le militant Abdelilah Alilabt (université de Tanger) a été libéré après 5 mois d'emprisonnement, alors que 2 militants étudiants de Marrakech et 4 autres de Oujda croupissent encore dans les geôles du pouvoir marocain. Les 13 militants phosphatiers à Khouribga (lutte des 850 de la SMESI) ont été condamnés à 4 mois de prison ferme. Cinq chômeurs et syndicalistes ont été arrêtés à Figuig et ils seront jugés le 29 juin prochain. La population de Missouri, en lutte pour récupérer les terres injustement perdues, a été violemment réprimée et 11 citoyens sont poursuivis.

Pour la convergence des luttes contre l'oppression

Les luttes que connaît l'université marocaine, malgré la volonté héroïque des étudiants engagés, se caractérisent par leur cadre local et partiel. Cela est le résultat de la destruction des cadres organisationnels de l'UNEM depuis les années 80 par les forces de répression et par là la fragilité des cultures démocratiques au sein du mouvement étudiant, entre les différentes composantes.

Cette année, le mouvement étudiant a franchi un grand pas en avant pour reconstruire un cadre démocratique et unitaire pour les luttes, et ce à travers la rencontre nationale publique de 4 courants progressistes de l'UNEM le 23 mars dernier à l'université de Marrakech, l'occasion de discuter de la violence dans l'université, de la répression politique et des perspectives unitaires

de la résistance estudiantine. Cette dynamique positive des composantes de la gauche révolutionnaire marocaine explique en grande partie la répression organisée par le pouvoir contre l'UNEM à Agadir, Marrakech et dans d'autres universités marocaines.

La responsabilité des différents courants du mouvement étudiant est de faire face à cette répression sauvage, renforcer les liens et le débat démocratique en son sein, et essayer de converger leur lutte avec les luttes ouvrières et populaires sur la base commune de défense des libertés syndicales et politiques et le droit à l'éducation, le droit à un emploi, le droit à l'organisation. Cette situation nécessite également une solidarité active de toutes les forces de lutte au Maroc et à l'étranger avec toutes les victimes de la répression politique au Maroc et notamment les détenus du mouvement étudiant à Agadir et Marrakech,...

Liberté pour tous les détenus politiques !

Courant des étudiants révolutionnaires - Union nationale des étudiants du Maroc (Unem), 16 juin 2010

Le Courant des EtudiantEs Révolutionnaires est un courant au sein de l'Union nationale des étudiants du Maroc (unem), dont 4 sont parmi les poursuivis (Zahira Boulmsitri, Saadia Dhayem, Kamal Boutbaghaet abdefattah Ait Belkacem). Abdelfattah Ait Belkacem est déjà en prison. Trois autres camarades sont recherchés par la police.

Vous pouvez signer la pétition sur le lien suivant : <http://jesigne.fr/repressionunemagadir>. Et envoyer votre solidarité aux emails suivants : almounadila@gmail.com, mounadil_new@yahoo.fr, webmaster@almounadil-a.info

Soudan : après les élections, avant la prochaine guerre

Tous les régimes du continent africain n'ont pas autant de la chance, ou plutôt des amis aussi puissants, que la dictature togolaise. Si cette dernière a pu faire « valider » les élections du 4 mars dernier – quoique entachées de fraudes massives – par la France notamment, le pouvoir soudanais n'a pas réussi à trouver des juges pareillement cléments.



File d'attente d'électeurs-trice-s devant un bureau de vote en avril 2010

Le Soudan, pays d'Afrique de l'est d'environ 40 millions d'habitants, a tenu des élections présidentielles et législatives, ses premières élections prétendument pluralistes depuis 1986, les 11 et 15 avril 2010. Les résultats définitifs n'ont été rendus publics que deux semaines plus tard. Selon les chiffres officiels,

ils acteraient la réélection du président Omar el-Béchir (au pouvoir depuis 1989) avec 68 % des voix exprimées. Ces chiffres apparaissent peu crédibles, et les forces d'opposition soudanaises avaient en partie boycotté le scrutin – en évoquant son caractère manipulé – ou s'étaient retirées au cours du déroulement des opérations électorales.

A la fin avril, l'Union européenne déclara que les élections soudanaises n'étaient pas conformes « aux exigences internationales ». Plus tard, le 11 mai, la « Fondation Carter » états-unienne, qui s'occupe de la diffusion du modèle démocratique-parlementaire dans le monde, lui a emboîté le pas. Dans sa déclaration du 11 mai, la fondation états-unienne parle d'un scrutin « hautement désorganisé », « pas transparent » et soulevant « des sérieux doutes ». Ces critiques sont a priori corroborées par des faits. Une vidéo, publiée sur Youtube, montrerait des hommes en train de procéder à un bourrage des urnes en « live » à l'Ouest du Soudan. Cependant, la prompt réaction des grandes puissances occidentales soulève néanmoins quelques questions, vue l'absence de réaction – au moins au niveau européen, puisque les Etats-Unis ont ici montré davantage de distances – vis-à-vis des élections truquées au Togo.

Le Soudan est un pays riche en pétrole et qui occupe une position stratégique entre le monde arabe et l'Afrique centrale ainsi que l'Afrique de l'Est. Il est devenu depuis plusieurs années un champ de bataille entre les grandes puissances. Le jeu de ces dernières s'appuie, cependant, sur des violences extrêmes qui se sont déroulées à l'intérieur, sur fond d'opposition entre groupes de populations nomades-pasteurs d'un côté et sédentaires-

agriculteurs de l'autre côté, dans un contexte de crise écologique, (raréfaction de l'eau et d'avancée du désert), mais aussi sur fond de conflits ethnicisés entre un Nord à dominante arabe-musulmane et un Sud peuplé par des Noir-e-s chrétien-ne-s ou animistes.

Pour schématiser, c'est la Chine qui livre l'appui le plus inconditionnel au régime en place à Khartoum, depuis plusieurs années. Face à elle, ce sont les Etats-Unis qui – jusqu'à récemment en tous cas – ont fait preuve (au moins verbalement) de la position la plus dure, accusant le régime soudanais sans détour de commettre un « génocide » au Darfour. Or, s'il y a eu réellement d'effroyables massacres (300.000 mort-e-s et 2,7 millions de réfugié-e-s intérieur-e-s), au cours desquels le régime appuya certains groupes de population – plutôt nomades – contre d'autres groupes plutôt agriculteurs, il n'y a pas eu à proprement parler un génocide comme celui du Rwanda en 1994. L'accusation très lourde de « génocide » devait, cependant, permettre aux USA sous l'administration Bush de regagner l'offensive morale contre les critiques de sa politique en Irak ou vis-à-vis d'Israël, en faisant de la surenchère au niveau du discours. Aussi l'accusation extrême de « génocide » vis-à-vis du régime militaro-islamisant au Soudan devait-elle permettre à l'administration Bush de s'adresser aux Noir-e-s des Etats-Unis, de mobiliser les lobbys chrétiens et pro-israéliens.

Au fond du conflit entre la Chine et les USA se trouve, bien entendu, la course pour le contrôle des richesses de la région. Le radicalisme verbal des Etats-Unis de Bush à l'encontre du régime soudanais, en politique intérieure et dans les instances internationales, n'était cependant pas accompagné d'une offensive réelle contre lui. Cependant, il appuyait l'implantation des Etats-Unis dans d'autres pays de la région, pour « encercler » le Soudan (Ouganda/Rwanda, Ethiopie et autres).

La France, elle, tente depuis plusieurs années de se maintenir

au milieu entre les deux positions extrêmes de Pékin et de Washington. Paris a longtemps eu de bons contacts avec le régime militaire, ce qui aura permis au ministre de l'Intérieur de l'époque – Charles Pasqua – de « récupérer », en 1994, le terroriste international Carlos qui s'était réfugié au Soudan. Total et des entreprises de bâtiment françaises étaient alors bien placées au Soudan. Aujourd'hui, la France, dont les positions stratégiques sont surtout situées au Tchad voisin, tente de ramener le régime soudanais sur une ligne qui contribue à la « stabilité » du Tchad – au lieu d'armer des groupes rebelles contre la dictature d'Idriss Déby – et qui le ramène à une « coopération » avec la Cour pénale internationale (CPI).

Cette dernière a émis, en 2009, un mandat d'arrêt contre Omar el-Béchir, notamment pour des crimes commis au Darfour, déclenchant des protestations dans des pays africains et arabes. Ces derniers invoquaient – a priori à juste titre – l'unilatéralisme de la Cour qui n'a jusqu'à ce jour inculpé que des criminels africains, mais encore aucun chef d'Etat occidental, pour (parfois) aller imprudemment jusqu'à une quasi-défense du chef de l'Etat soudanais. Néanmoins, au jour d'aujourd'hui, la décision spectaculaire de la CPI contre le président soudanais a été suivie de peu d'effets, et ce dernier se déplace librement dans la région.

C'est en 2011 qu'est censé avoir lieu le référendum sur la question de l'indépendance au Sud-Soudan, promesse contenue dans l'accord d'armistice conclu en 2003 entre le régime et les rebelles de l'Armée de libération du Sud-Soudan (SPLA). Si jamais la revendication de l'indépendance aboutissait, cela priverait le régime soudanais de plus de 90 % de ses ressources pétrolières. Autrement dit, il faut s'attendre qu'il n'acceptera jamais un tel résultat. Il faudra donc s'attendre à des nouveaux affrontements guerriers dans la région, à partir de l'année prochaine.

Berthold de Ryon

Guinée Conakry: 24 candidat-e-s et 0 alternative

En décembre 2007, alors que la grève générale s'installait dans le pays contre la vie chère et la dictature de Lansana Conté, les observateurs remarquaient l'absence des partis politiques guinéens, traduisant ainsi leur faiblesse et leur incapacité à offrir une perspective. Ce qui était vrai fin 2007, l'est hélas toujours en 2010. Si la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) vient d'enregistrer 24 candidatures à l'élection présidentielle, la quantité ne remplace pas la qualité de l'offre politique. En effet, la plupart des candidat-e-s ont le même profil et ont occupé des postes importants sous la dictature. Aboubacar Somparé fut président de l'Assemblée nationale, Mamadou Diawarra, un industriel, fut député du PUP, Kassory Fofana fut ministre des finances tout comme Ousman Kaba, Alpha Ibrahima Keira fut haut diplomate et la seule femme candidate, Saran Daraba Kaba, fut aussi ministre de Lansana Conté.

On n'oubliera pas la brochette d'anciens premiers ministres : Cellou Dalein Diallo, Lansana Kouyaté, Sidya Touré et François Fall (même si ce dernier ne resta que quelques mois). Il y a même Mamadou Sylla, l'homme d'affaire qui fut emprisonné pour détournement de biens publics et dont la libération, par Conté, déclencha la grève générale de 2007. Deux exceptions cependant, les candidatures pro Dadis Camara comme Boubacar Barry, le diamantaire Bouna Keita, Jean Marc Telliano ou Papa Koly Kourouma qui est sur la liste des personnalités sanctionnées par l'Union européenne, après les massacres du 28 septembre, au stade de Conakry. L'autre exception est évidemment Alpha Conté, opposant historique, le seul qui a toujours refusé de participer à un gouvernement des militaires.



Des supporters du candidat Alpha Conte (Photo Reuters)

Mais tous s'appuient sur des partis qui ont une dimension communautaire forte et une absence de programme politique digne de ce nom. Evidemment, ils parlent de développement du pays, de respect des droits humains, de bonne gestion, d'une Guinée prospère, de bonne gouvernance. Mais derrière le vocabulaire convenu se cache une stratégie simple : être présent aux élections, pour être présent au gouvernement et ainsi bénéficier des ressources de l'Etat. Les partis qui sont créés sont avant tout des structures communautaires qui n'ont d'autre fonction que celle de servir de point d'appui à ces candidat-e-s.

Beaucoup parlent de tournant historique pour la Guinée. Certes, le fait que des élections se déroulent dans un contexte relativement ouvert est une bonne chose, mais il ne faut pas oublier que l'essentiel des problèmes demeurent. Tout d'abord l'armée, elle continue à être l'objet de sourdes dissensions entre les partisans de Sékouba Konaté, ceux de Dadis Camara ainsi que d'autres qui voient d'un mauvais œil que le pouvoir, et donc l'argent, leur échappe au profit des civils. Si le calme est palpable c'est largement dû au fait de certaines mesures, comme la réfection des casernes, l'augmentation des soldes de 30% et l'amélioration du ravitaillement en riz, mais la moindre faiblesse du futur pouvoir civil, comme la contestation des futurs résultats électoraux, pourrait être interprétée comme une invitation à revenir aux affaires. L'idée que toute l'armée est derrière Konaté est une illusion. Konaté a compris que l'impérialisme français et américain avait sifflé la fin de la partie d'un gouvernement militaire qui n'était plus présentable avec les massacres du stade de Conakry et, de plus, imprévisible et menaçant pour la stabilité de la sous région, avec des pays aux états faibles sortant d'une décennie de guerre civile comme le Libéria et la Sierra Léone, et un autre en proie à

une crise politique majeure comme la Côte d'Ivoire.

Ensuite, la situation sociale des populations. Aucun des candidats ne conteste la soumission de la Guinée aux impératifs économiques et aux pillages des grands groupes industriels des pays du nord. Ils ne remettent nullement en cause le partage du travail entre une bourgeoisie impérialiste qui considère le pays comme un simple réservoir de richesses minéralogiques dans lequel on peut puiser à bon marché, et une bourgeoisie locale complice, parasitaire et bureaucratique. Enfin la pauvreté et la détresse sociale sont telles que les discours identitaires qui ont parsemé la campagne électorale peuvent avoir des effets dévastateurs avec des risques, à l'issue du second tour, de conflits ethniques violents.

Cependant la construction d'une alternative politique qui défend réellement les intérêts des populations est possible à partir du mouvement syndical structuré et puissant ; alors là on pourra parler d'un véritable tournant pour le peuple de Guinée.

Paul Martial

Ethiopie – Conflits postélectoraux potentiels

Constitutionnellement, l'Ethiopie, pays multiethnique le plus peuplé d'Afrique sub-saharienne après le Nigeria, est une démocratie parlementaire ! Selon les résultats officiels des législatives éthiopiennes 2010, l'EPRDF (Front révolutionnaire et démocratique du peuple éthiopien) de Meles Zenawi (premier ministre issu de la guérilla tigréenne) et de ses alliés, au pouvoir depuis 19 ans, a remporté tous les 545 sièges de l'Assemblée nationale. Près de 32 millions d'Ethiopiens étaient appelés-e-s aux urnes, le 23 mai dernier, pour les élections générales, les quatrièmes du genre après la chute, en 1991, du régime « socialiste » autoritaire de Mengistu Hailemariam. Plus de 6 000 candidat-e-s ont candidaté pour la députation.



Meles Zenawi, premier ministre éthiopien

Le souvenir de la répression postélectorale de 2005 a plané sur les têtes pendant ce scrutin, d'autant que le pouvoir a, depuis, encore renforcé son emprise sur le pays. Souvenons-nous : des violences avaient ensanglanté la proclamation des résultats de ce scrutin quand l'opposition avait dénoncé des irrégularités dans le comptage des voix. La période qui a suivi ces élections avait été marquée par une répression sanglante dans la Coalition pour l'unité et la démocratie (CUD) qui a défié l'EPRDF. Plus de 200 personnes ont été tuées par les forces de sécurité, des milliers de citoyens, dont des leaders, des membres et des supporters de l'opposition ainsi que des journalistes, ont été emprisonnés lors des affrontements entre l'EPRDF et la CUD qui ont duré plus de deux mois. Les principaux dirigeants de l'opposition avaient été emprisonnés et plusieurs condamnés à la perpétuité pour « déstabilisation de l'ordre constitutionnel » ; ils ne furent libérés qu'après avoir exprimé leurs regrets et beaucoup furent contraints de quitter leur pays. De leur côté, des policiers anti-émeute ont été tués par des protestataires que le gouvernement a vite fait de qualifier de hooligans. Cette année-là, l'EPRDF s'est au final attribué le score national de 59,8%, ce qui lui donnait 327 sièges au parlement fédéral tandis que la CUD aurait fait 19,9% donc 109 sièges.

C'est parce qu'elle anticipait les tricheries du pouvoir que

l'opposition a formalisé dès février 2009 son unité à travers une nouvelle alliance, le Forum pour le dialogue démocratique en Ethiopie (FDDE). Le FDDE a immédiatement annoncé des plans pour élargir l'espace démocratique. La loi anti-terroriste votée par le parlement éthiopien le 7 juillet 2009 retire dans certains cas aux journalistes le droit de protéger leurs sources ; selon la nouvelle loi, « les journalistes doivent dévoiler leurs sources lorsqu'ils font des reportages sur le terrorisme ». Le nouvel arsenal juridique contre le terrorisme autorise des arrestations et des fouilles sans le mandat d'un juge. Il a ainsi permis de détenir pendant un mois l'un des candidats d'opposition au Sud du pays.

Meles Zenawi, en campagne, a mis en avant son « bilan économique » : une croissance autour de 10%, une inflation maîtrisée et des exportations en hausse. Très tôt le pouvoir a pris des mesures pour s'assurer une victoire électorale. L'enjeu pour lui c'était à la fois la victoire et le déroulement « paisible » du scrutin. Et rien n'a été laissé au hasard : 220 000 agents électoraux à la solde du pouvoir, selon l'opposition, ont été déployés dans le pays ; 160 observateurs internationaux « étaient acceptés s'ils se focalisaient sur le processus du déroulement des élections plutôt que sur les résultats, à l'issue de leurs observations ».

L'opposition réclame de nouvelles élections. Elle se retrouve ainsi dans un nouveau bras-de-fer avec l'EPRDF comme cinq ans plus tôt. Dès le soir du scrutin, elle dénonçait fraudes et irrégularités massives dans plusieurs régions : bourrages d'urnes, absences d'isoloir, pressions exercées sur les votants. Le 25 mai, Meles Zenawi s'est proclamé vainqueur. Les Etats-Unis critiquent pour la forme l'irrégularité du scrutin car que leur poulain Zenawi tienne d'une main de fer ce rempart contre l'intégrisme islamiste qu'est l'Ethiopie dans la Corne de l'Afrique ne peut pas les mécontenter. Les forces démocratiques unies d'Ethiopie auront à cœur de concevoir et mettre en œuvre une alternative cohérente aux conflits ethniques postélectoraux potentiels que l'Etat-EPRDF clientéliste induit et attise pour diviser et perdurer (1).

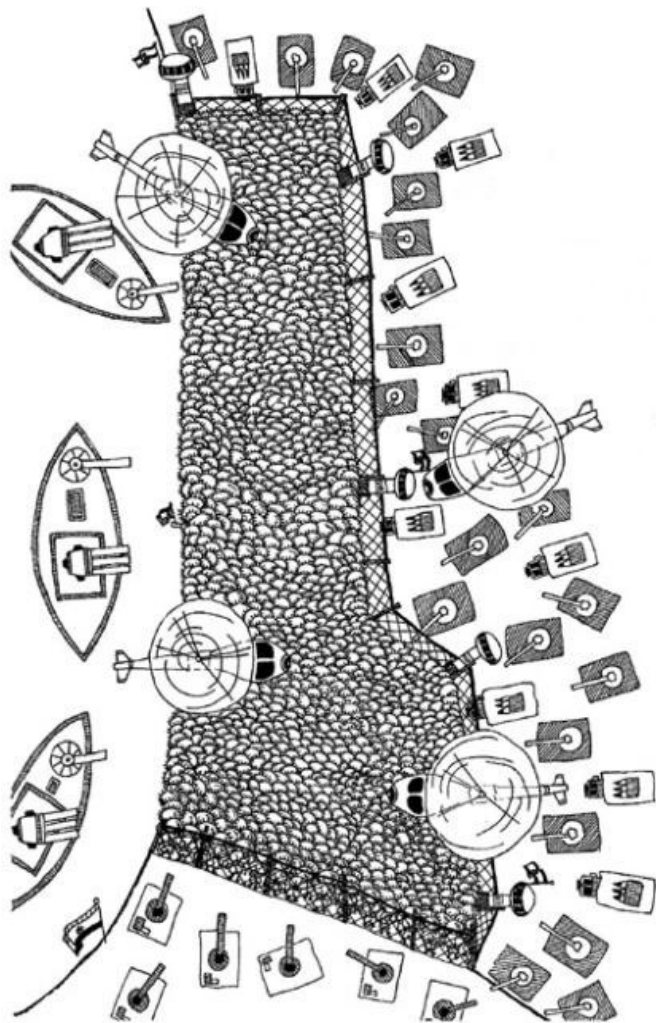
Pierre Sidy

(1) *Ethiopie : Le Fédéralisme ethnique et ses conséquences fâcheuses*, Rapport du Groupe international de crise (GIC), 4 septembre 2009.

Palestine vaincra!

La Palestine au cœur des luttes anti-coloniales

Après l'assaut sanglant contre la Flottille de Gaza, plusieurs dirigeants et responsables militaires israéliens ont justifié la violence de l'opération en affirmant que les objectifs des bateaux « n'étaient pas seulement humanitaires ».



Dessin: Palestine Monitor (<http://www.palestinemonitor.org>)

Au-delà des mensonges sur les supposées armes des passagers (que l'on n'a toujours pas vues...) et sur leur soi-disant agressivité (comme s'ils n'avaient pas le droit de se défendre contre des pirates surarmés les attaquant en pleine nuit...), les organisateurs de la Flottille ont donc été accusés d'avoir des « intentions politiques ».

Un combat humanitaire ou politique ?

Cette accusation est révélatrice à bien des égards. Tout d'abord, elle suppose que l'on puisse tracer une ligne de démarcation stricte entre action « humanitaire » et action « politique ». Or comme l'a notamment rappelé Rony Brauman après l'assaut contre la Flottille, nombre d'actions d'assistance à des populations en danger, lorsqu'elles ne sont pas consécutives à des catastrophes naturelles mais à des politiques étatiques, sont par définition politiques. Les organisateurs de la Flottille ont d'ailleurs clairement affirmé qu'ils poursuivaient un but politique : dénoncer le blocus de Gaza.

Mais au-delà, cette « accusation » est lourde de sous-entendus. La tragédie des Palestiniens de Gaza serait

essentiellement humanitaire, elle n'aurait pas de racines politiques et n'appellerait donc pas de réponses politiques. Cette rhétorique en vogue vise à nier le caractère politique de la question palestinienne en la transformant en question humanitaire : les Palestiniens ne seraient pas un peuple avec des droits nationaux collectifs, mais des individus avec des besoins qu'il faudrait satisfaire. Tel est le sens profond de la « paix économique » proposée par Netanyahu.

Or la question palestinienne est une question profondément politique. Elle est structurée, depuis plus d'un siècle, par deux contradictions majeures : contradiction entre, d'un côté, le projet sioniste d'établissement d'un Etat juif en Palestine et, de l'autre, les droits nationaux du peuple palestinien autochtone ; contradiction entre, d'un côté, les visées prédatrices des puissances impérialistes au Moyen-Orient et, de l'autre, les droits des peuples de la région à choisir leur destin, leurs dirigeants, et jouir de leurs ressources naturelles.

Le combat palestinien contre Israël est donc essentiellement, et doublement, anticolonial. L'Etat colonial d'Israël est né, et ne peut survivre, que par la négation des droits des Palestiniens. Au-delà, il occupe une place centrale dans le maintien du dispositif impérialiste régional. De la participation d'Israël à l'offensive franco-britannique de 1956 contre la nationalisation du Canal de Suez à la tentative (manquée) d'écrasement du Hezbollah en 2006, Israël a joué, et joue, un rôle de chien de garde des intérêts impérialistes, par la dissuasion ou le recours à la force brute.

La Palestine : question régionale et internationale



La question palestinienne dépasse donc très largement les frontières. La très forte solidarité des populations arabes, que ce soit au Maghreb ou au Machrek, avec la lutte du peuple palestinien, ne se réduit pas à une identification culturelle. Ses racines sont elles aussi profondément politiques : les échecs (intérieurs et extérieurs) du nationalisme arabe post-indépendances, accélérés par la défaite militaire de juin 1967 contre Israël, ont placé le combat du peuple palestinien à l'avant-

garde de la lutte régionale contre le sionisme et l'impérialisme.



Dans le monde arabe, la question palestinienne occupe une place déterminante et potentiellement déstabilisatrice. Nombre de dirigeants des Etats arabes, issus de mouvements nationalistes qui ont échoué à conquérir l'indépendance réelle, ont renoncé aux promesses émancipatrices du passé et construit des régimes autoritaires inféodés aux puissances impérialistes. Or la sympathie et l'identification populaires à la cause de la Palestine contraignent ces dirigeants à adopter, pour la plupart, une

solidarité de façade avec les Palestiniens-ne-s.

Mais les exigences des parrains impérialistes sont claires : ni les Etats-Unis, ni l'Union européenne, ne sont prêts à tolérer qu'un quelconque régime arabe ne franchisse la ligne rouge en apportant un soutien réel, appuyé, durable, au peuple palestinien. Les dictateurs arabes s'en accommodent parfaitement car ils savent que la place qu'ils occupent dans le dispositif impérialiste régional est, aussi paradoxal que cela puisse paraître, garantie par l'élément principal (à l'heure actuelle) de stabilisation de ce dispositif : Israël.

Les Palestiniens-ne-s ne peuvent l'emporter seul-e-s face à Israël. De même, Israël ne peut s'enfermer dans un tête-à-tête avec les Palestiniens-ne-s et a besoin d'alliés régionaux. Le rôle joué par l'Egypte, qui participe activement au blocus de Gaza, est à ce titre exemplaire. La solidarité populaire avec la Palestine en Afrique du Nord n'est donc pas « seulement » une affaire d'internationalisme : elle peut jouer, comme en Egypte, un rôle de catalyseur dans les mobilisations contestant les régimes en place et leurs connivences avec les puissances impérialistes.

Le combat des Palestiniens est donc au cœur du combat des peuples de la région contre la domination coloniale et néocoloniale : toute victoire des un-e-s est, par définition, la victoire des autres et, par extension, notre victoire.

Julien Salingue

Israël-Afrique : ni collaboration, ni « coopération » mais Boycott,-Désinvestissement-Sanctions !!!

A juste titre, le monde entier a été révolté par l'attaque meurtrière des forces israéliennes contre la Flottille de la paix en direction de Gaza qui amarrait dans les eaux internationales. Les réactions unanimes condamnant cet acte de terrorisme ne se sont pas fait attendre en Afrique, continent qu'Israël convoite depuis plusieurs décennies. Les mouvements syndicaux, à l'exemple de la Cosatu sud-africaine, ou citoyens comme le Mouvement des femmes du Sénégal, exigent de leurs dirigeants de rompre toutes relations avec l'Etat sioniste. En Mauritanie, c'est le mouvement étudiant qui prend la tête de la contestation. Tant qu'Israël occupera la Palestine et violera impunément le droit international, il doit être exclu des Nations-Unies. C'est ce qu'Aminata Traoré, ancienne Ministre de la Culture du Mali, et membre du Tribunal de Russell, souligne au moment où le TPI poursuit des chefs de guerre africains pour crimes.

des contacts et collaborations avec les régimes africains, et avec la complicité des USA, de la France et de l'Angleterre entre autres.

Intéressement économique

Officiellement, Israël n'entretient des relations diplomatiques qu'avec 12 Etats d'Afrique. En réalité une quarantaine dont les plus marquants sont l'Egypte, l'Ethiopie, l'Afrique du Sud notamment durant l'apartheid, mais aussi la Mauritanie. Mais l'Afrique intéresse Israël surtout sur le plan économique. Ainsi, si l'industrie aurifère est encore contrôlée par l'Europe, Israël entend s'y tailler la part du lion ainsi que dans l'exploitation du colombite-tantalite, composante principale de cartes à puces, de l'informatique et de la téléphonie mobile. Le commerce du diamant et de l'armement constituent aussi les principaux domaines d'expertise économique israélienne en Afrique. De grandes sociétés telles que Solel Bonet, Koad Industries, Meir Brother, Agridgo, investissent le marché africain via des emprunts de la Jahet Bank.

La réalpolitik économique permet ainsi à Israël tout de même de maintenir des liens comptables et notables, l'Afrique du Sud restant bien évidemment le premier partenaire commercial, suivi par le Kenya, le Nigéria, la Centrafrique et la Guinée pour l'exploitation minière. Mais c'est surtout depuis l'apparition des Nouvelles technologies d'information et de communication, qu'Israël étend son champ d'action. Ainsi, depuis 2009 c'est Alvarion Leader qui assure l'ensemble du réseau NTIC au Burkina Faso. Ceci est d'autant plus inquiétant que l'ensemble des réseaux informatique de renseignements militaires est aux mains de cette société. Ainsi, au Congo et en Côte d'Ivoire le centre de surveillance électronique qui contrôle et pilote des drones de reconnaissance de sécurité est géré par des militaires israéliens.

Dans les années 1960, Golda Meir, alors Ministre des Affaires



Mais l'assaut de la Flottille révèle aussi ce qui est déjà entamé depuis plusieurs décennies. Israël développe depuis longtemps

Dossier

étrangères, pressent que la viabilité économique du pays ne saurait se passer de la manne financière que représente les Etats africains nouvellement indépendants. Prétextant que les peuples africains et israéliens sont tous deux victimes de crime contre l'humanité, qu'ils ont en commun de s'être libéré du joug colonial, et ont du mettre en valeur « une terre ingrate », elle va entamer d'après négociations auprès des tous nouveaux gouvernements, plutôt prompt à se tourner vers l'URSS et les pays non alignés, telle la Chine. Ainsi l'Afrique ne tombera pas aux mains des communistes mais restera au sein du giron capitaliste. Dans le même temps, Israël entretient des relations diplomatiques avec le Parti National afrikaner, le promoteur de l'Apartheid, et apportera également sa contribution dans le domaine du nucléaire au régime de Pretoria. En 1967, suite notamment à la guerre des 6 jours, et surtout en 1973 (guerre du Kippour et invasion du Canal de Suez) la plupart des Etats africains rompent toute relation avec l'Etat sioniste à l'exception notable du Lesotho, du Malawi et du Swaziland. Cet isolement atteindra son apogée en 1975, lorsque l'ONU vote la résolution 3379 assimilant sionisme et racisme.



Ancienne et nouvelle géopolitiques

Au paroxysme de la guerre froide, la percée israélienne en Afrique bénéficiera également de l'appui financier de la CIA dont les experts israéliens assureront par délégation les tâches de formation, d'encadrement et de protections militaires. Cette infiltration permettra entre-autre, la formation des premiers pilotes des armées ougandaise, kényane, congolaise et tanzanienne. C'est ainsi que Mobutu et Idi Amine Dada, ont pu s'emparer du pouvoir. Au même moment, une alliance tacite

israélo-états-unienne finançait les mouvements contre révolutionnaires africains dont l'Unita angolais contre le MPLA et l'Inkhata sud-africain contre l'ANC et la SWAPO. En Afrique du sud et en Mauritanie, le Mossad interviendra directement dans l'élimination d'opposant-e-s aux régimes d'apartheid et ethno-fasciste.

En outre, si aujourd'hui si le communisme n'est plus à craindre, l'Occident s'est inventé un nouvel ennemi : l'islamiste !!! De la théocratie iranienne de Mamoud Ahmadinejad qui a récemment reçu un accueil chaleureux au Kenya, à Djibouti et aux Comores aux sous-groupes de la nébuleuse Al-Qaida dans la corne de l'Afrique, en passant par le GIA algérien ou les « talibans » nigériens, le Mossad, toujours en appui de la CIA, des services secrets français et de l'armée états-unienne, se propose d'en combattre le développement sur le sol africain. Ainsi, le nord du Mali et la Mauritanie sont actuellement virtuellement sous contrôle de l'armée étatsunienne.

Les Juifs éthiopiens

En 1984-1985, au plus fort de la famine qui frappe la corne de l'Afrique, l'armée israélienne, la CIA, l'Ambassade US à Khartoum, des mercenaires et l'Etat soudanais organisent le transport aérien de milliers de réfugié-e-s éthiopiens pour rejoindre des camps de fortune au Soudan. 4.000 adultes meurent entassé-e-s dans des conditions inhumaines. Les enfants sont évacués vers Israël sans familles et souvent adoptés. En 1991, 14.000 personnes seront finalement exfiltrées en 36 heures vers Israël. Elle y seront installé-e-s dans des caravanes et subiront un profond choc culturel ainsi qu'un racisme populaire et institutionnel qui provoqueront des suicides dans cette communauté.

La tournée entreprise en septembre 2009 par Avigdor Lienmann vise clairement à reconquérir le soutien des représentant-e-s africain-e-s au sein de l'ONU et de peser contre le programme nucléaire iranien et la présence-concurrence de plus en plus importante de la Chine dans les domaines du pétrole, du bâtiment, de l'agriculture, et bientôt des technologies de pointe, chasse gardée de l'Etat hébreux. C'est aussi l'occasion pour les dirigeant-e-s israélien-ne-s de former un bouclier de sécurité autour de la Lybie, du Soudan et de l'Algérie réputés hostile à l'existence de leur Etat.

Les agissements d'Israël envers le peuple palestinien ne sont pas qu'une affaire moyen-orientale. Outre l'expression du soutien indéfectible à la lutte des Palestiniens contre le colonialisme et le racisme, il faut aussi dénoncer les implications israéliennes dans l'exploitation capitaliste du continent africain. Et cela signifie donc aussi faire le procès de la politique menée en notre nom par nos dirigeant-e-s.

Mariam Seri Sidibel

Boycott Israël - Campagne BDS France

« Israël impose un régime d'Apartheid aux palestiniens. Le monde a refusé l'Apartheid en Afrique du Sud, il le refuse aussi en Palestine. La société civile palestinienne a lancé un appel à une campagne non-violente de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) en 2005 tant qu'Israël ne respectera pas le droit international. » Pour plus d'informations: <http://www.bdsfrance.org/>

« Ces mesures punitives non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en :

- mettant fin à son occupation et à sa colonisation de tous les terres Arabes et en démantelant le Mur ;
- reconnaissant les droits fondamentaux des citoyens Arabo-Palestiniens d'Israël à une égalité absolue ; et,
- respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU. » (Appel de la société civile palestinienne du 9 juillet 2005)



XXVe sommet Afrique-France : un de plus, un de trop

Comme il l'avait annoncé, Sarkozy a tenté de faire de cette grande messe franc africaine un nouveau symbole de sa prétendue politique de rupture. Mais derrière les effets d'affichage, la volonté de domination économique et politique reste inchangée.



Les débats entre chefs d'Etat étaient organisés autour de trois questions principales : la place de l'Afrique à l'ONU, le climat et les questions sécuritaires. L'Union africaine réclame la création au conseil de sécurité de deux nouveaux membres permanents et de deux membres non permanents attribués à l'Afrique. La diplomatie française appuie officiellement cette demande mais se contente en fait de promettre des « initiatives » en vue de parvenir à « titre intérimaire » à la création d'un statut de membre « semi-permanent » sans droit de veto. Concernant le réchauffement climatique, la déclaration finale formule le vœu pieux de 100 milliards de dollars que les pays riches devraient verser chaque année, mais à partir de 2020 seulement, et évoque « le principe d'une taxe sur les transactions financières internationales », mais pour le principe seulement, puisque les seuls mécanismes réellement encouragés relèvent du marché carbone. Enfin la France a rappelé sa volonté d'être associée à la formation des futurs soldats africains pour « le maintien de la

paix » : manière hypocrite de poursuivre sa politique d'influence sur les armées africaines, de promouvoir son matériel et de légitimer le maintien de sa présence militaire.

Voici du moins pour les conclusions publiques, puisque l'ensemble de ces débats a été mené à huis clos, de même que les discussions économiques, même les plus anodines en apparence, auxquelles étaient conviées les principaux patrons français et quelques entreprises africaines. Ceci constituait en effet la véritable nouveauté de ce sommet dédié au business. Face à l'accroissement de la concurrence internationale en Afrique, la France entend conserver ses positions dans le « pré carré » francophone et s'implanter plus fortement dans le reste du continent, qui n'est vu que comme un gigantesque réservoir de matières premières et un marché de nouveaux consommateurs potentiels. Pour redorer l'image désastreuse des multinationales françaises en Afrique, une charte contre la corruption a été adoptée, qui restera bien entendu purement décorative.

Aucun débat en revanche sur le respect des droits démocratiques et sociaux. Les vraies revendications des populations africaines ont été comme d'habitude soigneusement éludées. Et pour cause : ces sommets comptent toujours bon nombre de dictateurs ou de représentants de régimes autoritaires qui profitent du soutien français. En la matière, les grandes déclarations sur un « nouveau partenariat », une « nouvelle étape » ou une « nouvelle période » que voudrait impulser la politique africaine de la France relève désormais de l'exercice de style obligé. Mais la seule traduction symbolique aura consisté à supprimer le traditionnel « dîner des amis » réunissant autour du président français les chefs d'Etats francophones et Sarkozy s'est volontiers affiché avec des chefs d'Etats anglophones, comme lors de la conférence de presse finale. Il a néanmoins fait passer des messages rassurants à « ses » dictateurs, qu'il retrouvera d'ailleurs le 13 juillet prochain à Paris. Leurs armées, dont certaines se sont illustrées encore récemment par des crimes commis avec la complicité de l'armée française, défilèrent en effet le lendemain sur les Champs Elysées.

Robin Guébois

A Nice contre la Françafrique!

Nice accueillait, les 31 mai et 1er juin, le 25^e Sommet des chefs d'Etat de France et d'Afrique, moment clé de la politique africaine de la France. Ces sommets réguliers, qui offrent à des chefs d'Etat souvent criminels et corrompus l'occasion d'asseoir leur impunité, ont pour but de renforcer les liens politiques, économiques et militaires entre la France et ses anciennes colonies africaines, ainsi qu'avec les pays extérieurs à son traditionnel « pré-carré », occasion de favoriser les « affaires », avec plus de 200 entreprises françaises et africaines invitées.

Cette politique franc africaine encourage le pillage des ressources naturelles et humaines par le contrôle monétaire du franc CFA, la dette, la déréglementation et la casse des services publics réclamées par les institutions multilatérales, le détournement massif de capitaux via les paradis fiscaux. Mais aussi par le recours à l'immigration choisie et le soutien à des gouvernements qui méprisent démocratie et droits humains. Cette politique est un des moteurs de l'émigration des africains vers l'Europe et la France en particulier, qui refuse de leur

reconnaître le droit de venir chercher ici les richesses qui leur sont volées chez eux.



Coordonnées par le collectif niçois « Chassés d'ici, pillés là-bas », de nombreuses organisations dont le NPA, Attac, la CGT, Survie, SOS Racisme, RESF, Greenpeace, la Cimade, et d'autres partis politiques, se sont mobilisées à Nice pour faire entendre la voix des sociétés civiles française et africaine face au discours officiel porté par la France devant les représentants de 51 pays africains dont 38 présidents. Certains militants africains avaient fait le déplacement dont André Afanou du Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo, et Brice Mackosso de *Publiez ce que vous payez* Congo-Brazzaville. Tous se sont regroupés dans un village associatif improvisé sur la place de la Libération pour interpeller les passants niçois sur la politique africaine de la France et les enjeux du sommet officiel. Parmi les actions symboliques menées, la distribution d'un faux journal « 50 ans cétro » annonçant la fin de la Françafrique a rencontré un écho très favorable de la part des passants.

En fin d'après midi a débuté une grande manifestation à laquelle s'est joint la Marche Paris Nice des Sans-Papiers, partis de Paris le 1er mai afin de faire entendre leur demande de régularisation, et arrivés à Nice en même temps que les jets présidentiels africains! Car de la Françafrique aux questions migratoires, il n'y a qu'un pas, comme le résume cette banderole aperçue dans la foule: « Hier colonisés, aujourd'hui exploités, demain régularisés ». La manifestation s'est déroulée dans le calme et a rassemblé plus d'un millier de personnes derrière la

banderole «*Arrêtons le soutien aux dictateurs, soutenons les peuples africains, ensemble contre la Françafrique*». En tête de cortège, les militants de Survie, déguisés en businessmen, militaires ou dictateurs africains, en référence au carnaval de Nice. De nombreux manifestants arboraient les masques des dirigeants africains, les bras chargés de valises pleines d'argent, symbolisant le détournement de l'argent public en Afrique. Sur les pancartes, on pouvait lire, entre autres, « Touche pas à mon despote ». Et les militants de scander: « *Sarko, la rupture, c'est pour quand?* » Sarkozy s'est en effet maintes fois engagé à assainir les relations franco-africaines, mais trois ans après son accession au pouvoir rien n'a changé. « *Le pillage de l'Afrique ça suffit, cinquante ans de fausse indépendance, ça suffit* », dénonçait Emmanuel Semanou, président de Survie Bouches-du-Rhône, avant de demander à la France de « *se mettre au diapason de tous les pays civilisés et de cesser de soutenir les dictateurs africains* ».

Toutes les associations se tournent maintenant vers le 14 juillet. Ce jour-là Sarkozy recevra les présidents des 14 anciennes colonies africaines de la France, dictateurs et bourreurs d'urnes compris. Ils seront accueillis avec les honneurs pour un minisommet familial avant le défilé des troupes africaines. Ce jour là aussi toutes nos organisations seront au rendez-vous!

Danyel Dubreuil

Actualités internationales

Guadeloupe : remise en cause des accords Bino ou comment l'Etat tente de tromper les Guadeloupéen-ne-s



Décidément il y a manifestement un esprit revanchard qui envoute le patronat guadeloupéen. Une espèce de soukougnan-gratteur qui hante la nuit nos amis pwofitè, leur ordonnant le petit matin venu, de freiner l'extension des accords salariaux, dits accord Bino, à l'ensemble des secteurs d'activités.

Ce soukougnan, plus connu sous le nom de Medef, prétexte qu'en ces temps de crise financière une augmentation des salaires serait un coup fatal porté à l'essor de la Guadeloupe. Pourtant, en 1996, en dépit des mêmes jérémiades, le Smic fut augmenté de 20% sans remous ni aide de l'Etat. La fracture sociale allait être résolue nous disait-on. 13 ans après, les accords Bino, arrachés après un mouvement de grève générale contre l'exploitation outrancière (LKP), visent à lever les obstacles au développement économique endogène, à la revalorisation du travail de chacun et à la répartition équitable des richesses produites. Or, aujourd'hui l'Etat se désengage de ces accords. Il fait en sorte que seules les PME signataires supportent les 200 € d'augmentation salariales. Lesquelles, rappelons-le, ne sont pas membre du fameux MEDEF ni du consortium des pwofiteurs. L'idée est surtout de substituer le dispositif RSA en lieu et places des accords. Bien sur cela serait tout bénéf pour les tenants du patronat, qui pourraient ainsi maintenir la précarité sociale tout en faisant illusion sur une virtuelle augmentation des salaires. Les gadé-zafè du capitalisme, gardiens du temple colonial, pourront ainsi faire disparaître les conventions collectives, CDI et autres temps plein au profit de la formule magique CDD+RSA = encore plus de profitasyon pour les pwofitè et de précarité pour la masse ouvrière. Ils pensent sûrement que nous n'y verrons que de la fumée, mais c'est mal nous connaître. La konn Lambi va

encore retentir prochainement. Quand à nos élu-e-s, ces « pa oblyé voté ban-mwen », trop occupé-e-s à préparer les prochaines élections de 2012, oublient qu'eux aussi sont en CDD, et non en CDI. Les Guadeloupéen-ne-s sauront le leur rappeler en temps voulu.

La Guadeloupe reste ainsi une colonie asservie à la métropole où règne l'apartheid. Alors que l'Afrique du Sud accueille le monde, juste 20 ans après l'abolition du régime raciste, celui-ci est toujours en vigueur dans un département français. Le secteur hôtelier, très souvent aux mains de groupes étrangers, pratique le racisme à l'embauche ainsi qu'aux emplois. 80% sont réservés aux Européen-ne-s, ressortissant-e-s du même pays que les dirigeant-e-s, qui occupent 100% des postes de cadre, alors que les 20% restant, emplois subalternes, sont réservés aux locaux afrokarabéens. Pourtant, l'article 101 du protocole d'accord du 4 mars 2009, stipule l'augmentation d'employabilité de Guadeloupéen-ne-s dans ses établissements notamment parmi les cadres. On en est loin, et c'est cet état de fait qui perdure que dénonce l'UGTG, syndicat majoritaire dans le secteur. La seule réponse faite aux travailleurs en grève : l'arrestation de Charly Lendo et de José Naejus, syndicalistes, par les forces de l'ordre colonial. L'Etat a donc choisi d'emprunter le chemin de la déloyauté, de la malhonnêteté et du mépris. Par le cocufiage CDD-RSA et la répression anti-syndicale il réaffirme son soutien aux dominant-e-s. Malgré ses trémolos, il n'hésite pas à sacrifier sur l'autel du profit les acteurs économiques que sont les PME et les travailleur-euse-s.

Les accords Bino doivent être appliqués totalement et immédiatement, conformément aux engagements pris par le gouvernement Sarkozy en 2009 auprès des Guadeloupéen-ne-s. Pèp Gwadeloup pa lavèt a yo !!! Dawa Pèp Gwadeloup vayan, yo ammendè !!!! Nous resterons toujours vigilant-e-s.

Mariam Seri-Sidibe

Campagne « Justice pour Thomas Sankara, justice pour l'Afrique »

Hommage à Thomas Sankara à Afrikabidon

Afrikabidon est un festival de débat et musique organisé du 14 juillet au 15 août sur le site touristique de l'Aven Marzal à St Remèze (sud Ardèche). Programme complet d'Afrikabidon à <http://www.afrikabidon.com/>

Le 23/07/2010

- 11h-18h : projection de film dont en exclusivité « Thomas Sankara, un homme qui voulait aller sur la lune... » de Christophe CUPELIN (env. 20-25 min, 1983-2010, Suisse)

- 18h : conférence débat avec Bruno Jaffré, Joséphine Ouedraogo, ministre pendant la révolution et Guy Delbrel.

- 20h : pièce de théâtre « Sankara la lutte en marche », de Carlos Ouédraogo



Puisant dans le vivier des récits, des discours et d'anecdotes qui ont tissé la mémoire de la révolution burkinabè, Carlos Ouédraogo compose, entre conte et musique, le portrait d'un visionnaire fauché trop tôt et d'une résistance... toujours en marche. « Nous devons être le changement que nous voulons voir dans le monde... » (Gandhi)

Le texte de la pièce alterne extraits de discours de Sankara et extraits du livre de Alfred Sawadogo intitulé « Le Président Sankara, chef de la révolution Burkinabé 1983-1987, portrait » (voir la présentation de l'ouvrage à <http://thomassankara.net/spip.php?a...>) où l'auteur témoigne de sa collaboration avec Thomas Sankara à la Présidence. Carlos Ouedraogo en restitue certaines anecdotes à la manière d'un conteur.

Le 24/07/2010 : concert de Smockey

« A qui profite le crime ? »

«Waish ! Ainsi tout était prévu depuis le début ;
Pour la patrie, mais au finish c'est la mort qu'on nous a servit ;
enquête de routine ;
A qui profite le crime ? à qui profite le temps ?
Va savoir !
Pas besoin de sortir de ma zup pour comprendre qu'on s'est fait avoir
On a préservé la paix sans la dignité
Rendez nous la dignité
Et on vous foutra la paix

A qui profite le criiiiiiiiiime....
A qui profite le crime,
Mais à qui, profite le crime
Mais à qui, profite le crime

Chaque citoyen est responsable de ces actes
Et nos responsables ne font pas exception
Même pas ceux qui nous gouvernent ; surtout pas ceux qui nous rabattent
les oreilles avec des formules démocratiques tropicalisées adaptées pour la diversion
L'histoire est celle que nous méritons ;
mais on doit la vérité aux enfants de la nation.
Le progrès c'est ceux pour quoi on se bat
L'honneur si ce n'est que pour ceux, à quoi on croit
Ce qui fait de nous des êtres sensibles,
Avec des larmes qui tombent à chaque homicide
Ce n'est malheureusement pas le cas de tout le monde
Jette un oeil à la ronde
Une brochette de politiciens trapézistes qui rasant les murs et pourtant qui résistent.

[...]

Voilà qu'on cherche des coupables
Qui n'existent plus
Ils sont intouchables
Mais pas comme à Bombay,
Où ils peuvent bomber
Le torse et se payer une nouvelle virginité
Un casier blindé, pas comme le gilet que leur victime n'avait pas porté
Un simulacre de « procès-dure », qui dure depuis mon adolescence ;
Fait grimper le prix de l'essence
Et danser le peuple la panse vide ;
En fait on n'en pense pas moins, c'est ça qui est con
Mais rien ne change par la pensée
Rien n'a déjà plus de sens,
Quand les responsables incriminer sont à leur tour encensés
HELAS! Un passé ça laisse des traces
LA PATRIE OU LA MORT ? NOUS VAINCRONS.



[...]

Il y a cinquante ans, des indépendances africaines

« 50 ans d'Afriques : 50 films pour le cinquantenaire des Indépendances africaines »

En 1960, l'ensemble des possessions coloniales françaises au sud du Sahara, à l'exception de Djibouti, accèdent à leur indépendance. En quelques mois, le Tchad, l'Oubangui-Chari (devenu la République centrafricaine), le Congo et le Gabon regroupés dans l'Afrique équatoriale française deviennent des états souverains. Les pays de l'Afrique occidentale française : le Cameroun, le Niger, la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, la Haute-Volta (devenu le Burkina Faso), la Côte d'Ivoire, le Dahomey (devenu le Bénin), le Togo deviennent également indépendants. Le même mouvement de décolonisation gagne le Congo belge voisin et Madagascar.

Pour commémorer ce cinquantenaire, la Bibliothèque nationale de France propose à ses lecteurs de découvrir, de février à septembre 2010, sur les postes audiovisuels de la Bibliothèque d'étude Haut de jardin, cinquante films répartis en trois sélections.

1 – « Mémoires du continent noir » dresse un état contrasté de la situation politique et sociale complexe des pays francophones d'Afrique depuis cinquante ans. En 1960, l'ensemble des possessions coloniales françaises au sud du Sahara, à l'exception de Djibouti, accèdent à leur indépendance. En quelques mois, le Tchad, l'Oubangui-Chari (devenu la République centrafricaine), le Congo et le Gabon regroupés dans l'Afrique équatoriale française deviennent des états souverains. Les pays de l'Afrique occidentale française : le Cameroun, le Niger, la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, la Haute-Volta (devenu le Burkina Faso), la Côte d'Ivoire, le Dahomey (devenu le Bénin), le Togo deviennent également indépendants. Le même mouvement de décolonisation gagne le Congo belge voisin et Madagascar.

2 – « Africains d'aujourd'hui » dresse un portrait sensible de ces pays à travers leurs habitants. Qu'ils soient tisserands ou cinéastes, riches ou modestes, célèbres ou anonymes, tous témoignent, malgré l'adversité, de l'extraordinaire dynamisme des sociétés africaines contemporaines. En 1960, l'ensemble des colonies françaises au sud du Sahara, accèdent à leur indépendance.

3 – « Le cinéma des africains » rassemble des films de fiction réalisés par des Africains. Depuis leurs tout premiers pas au lendemain des indépendances, les cinéastes se sont emparés avec force du thème de la mémoire du "temps colonial", de l'identité et de la tradition malmenée par les mutations de leurs sociétés.

Jusqu'au 30 septembre 2010 du mardi au samedi de 10h à 20h et le dimanche de 13h à 19h

Lieu : Bibliothèque nationale de France - site François Mitterrand, salle B, C, D, J ou G, quai François Mauriac, Paris 13^e.

Entrée libre à partir de 17h

Pour en savoir plus : audiovisuel@bnf.fr, <http://blog.bnf.fr/lecteurs/index.php/2010/02/18/50-films-a-la-bnf-pour-le-cinquantenaire-des-independances-africaines/>

{ BnF | François Mitterrand

salles B, C, D, J ou G

50 ans d'Afriques



50 films pour le cinquantenaire des indépendances africaines

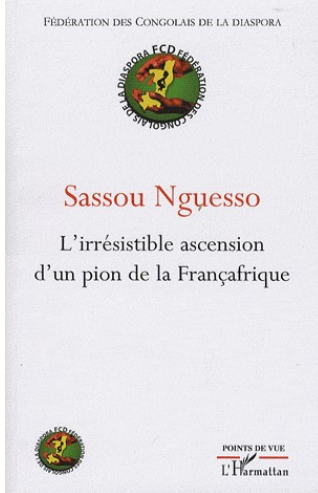
Films à visionner du mardi au dimanche de 10 h à 20 h > **entrée gratuite dès 17 h**



« Après la proclamation de l'indépendance des anciennes colonies françaises d'Afrique, des réseaux politiques et économiques ont assuré la continuité du pillage du continent africain, au profit notamment des hommes de pouvoir en France, en plaçant des dictateurs corrompus à la tête des États nouvellement indépendants. 50 ans après, et malgré les discours de rupture, la Françafrique est toujours d'actualité... »

Campagne à suivre : <http://www.afrique2010.fr/>

LIRE...

Congo : la longue marche sanglante de Sassou

La nouvelle édition du livre « *Sassou Nguesso ou l'irrésistible ascension d'un pion de la Françafrique* » (1) écrit par la Fédération des Congolais de la Diaspora nous donne l'occasion de dire tout le bien que l'on pense de cet ouvrage. Sa première qualité, et non la moindre, est qu'il donne une vision claire de l'histoire récente du Congo Brazzaville en étant accessible aux non initiés.

Il met en lumière une période méconnue, le début de l'indépendance où régnait une situation révolutionnaire. En effet

après quelques années du premier gouvernement indépendant, celui de l'abbé Fulbert Youlon, entièrement aux ordres de l'ex puissance coloniale, la jeunesse et les populations des quartiers pauvres vont mettre à bas ce régime le jour où il tenta d'arrêter trois syndicalistes en août 1963. Un nouveau gouvernement dirigé par Massamba-débat se met en place, renversé par l'aile dite progressiste de l'armée, conduit par Ngouabi, dans lequel on trouvera Sassou Nguesso ; ils fonderont le Parti Congolais du Travail et orneront leur pouvoir de slogans révolutionnaires, de drapeaux rouges et d'internationale, mais derrière le rideau rouge se cache une réalité bien différente.

« *La faiblesse de la classe dirigeante congolaise, sorte de lumpen-petite bourgeoise, lui impose cet espèce de centralisme bureaucratique incongru. La hiérarchie du parti, le Parti Congolais du travail (PCT) est en quelque sorte l'échelle des priorités pour le partage du pactole, d'autant que l'essentiel du personnel politique est issu des régions du Nord et se reproduit suivant les clientèles tribales.* » (2) En effet cette révolution par le haut donne naissance à un gouvernement bureaucratique, qui tourne le dos aux aspirations d'un véritable changement, et qui se rendra coupable de la répression des révolutionnaires du M22 qui tenteront d'ouvrir un maquis dans le pays. Ces assassinats perpétrés par Sassou ouvriront une nouvelle période, toujours en vigueur, dont la soumission à l'impérialisme français et la politique de corruption tribaliste sont les traits marquants

Le livre raconte comment Sassou cherchera à se maintenir au pouvoir, coûte que coûte, en tissant des alliances, en trahissant et éliminant physiquement ses adversaires, en ourdissant mains complots et en structurant une milice, les cobras qui se distinguèrent par leur cruauté lors des deux guerres civiles

« Féminisme(s) en Afrique et dans la Diaspora »

Revue *Africultures*, n°74, décembre, 2008, en ligne gratuitement : <http://www.africultures.com/php/index.php?nav=livre&no=11016>. Un dossier coordonné par Christine Eyene

Contributions : Olivier Barlet, Tanella Boni, Philomène-Nicole Carton, Marlene de la Cruz-Guzman, Christine Eyene, Patricia Hill Collins, Telesphore Mba Bizo, Jean-Jose Mesguen, Jyoti Mistry, Obioma Nnaemeka, Elizabeth F. Olfield, Melissa Thackway, Rebecca Weber

terriblement meurtrières pour les populations. La thèse de ce livre, qui nous permet de mieux comprendre la situation politique du Congo, est que les différentes oppositions sont, soit sous la coupe du Sassou, soit une création de ses services à l'image de l'opposition armée menée par le pasteur Ntumi prétendant défendre les populations du Pool. Des populations qui vivront un véritable martyr, coincées entre les miliciens de Ntumi et l'armée de Sassou obsédée à casser toutes vellétés de révolte de cette population, connue pour son indépendance. Ainsi les dernières élections congolaises ne peuvent représenter un quelconque signe démocratique, sauf à considérer que les trucages, les tricheries électorales et les partis d'opposition aux ordres ont leur place pour les démocraties africaines, comme à l'air de le penser Toubon qui déclara, en tant qu'observateur, que ces élections « *correspondent à l'état de la démocratie dans un pays comme le Congo* » (3)

Le livre décrypte la complicité entre les différents gouvernements français, qu'ils soient d'ailleurs de gauche ou de droite, avec Sassou qui proclame à qui veut l'entendre son attachement aux intérêts français. Joignant le geste à la parole, il laissera quartier libre aux multinationales pétrolières françaises pour piller, en toute impunité, le sous-sol congolais se contentant de prélever sa dime, source de sa fortune personnelle. Mais cet ouvrage ne s'arrête pas à la simple dénonciation du pouvoir de Sassou et du soutien des autorités françaises, il relate les luttes tant au Congo qu'en France pour mettre fin à cette sinistre dictature. Il montre l'importance des combats de la société civile, leur succès et encourage à la lutte : « *Il est important que {les africains de la diaspora} s'engagent notamment dans les groupements politiques et/ou associatifs et qu'ils y prennent toute leur part et, en définitive des responsabilités. Cela est nécessaire. Car on ne peut à la fois se plaindre qu'un pays comme la France maintienne une politique néo-coloniale dans son pré-carré, et ne pas essayer de l'infléchir par des individus qui pensent différemment et prennent des responsabilités politiques.* » (4) Là aussi nous ne pouvons que partager cette profession de foi.

Paul Martial

(1) Collection Points de vue, édition L'Harmattan, 312 p., 30 €.

(2) Claude Gabriel, in Quatrième internationale, 39ème année, 3ème série, n°5, septembre 1981.

(3) <http://www.rue89.com/2009/07/20/toubon-et-compagnie-meilleurs-amis-du-congo-de-nguessou>

(4) Op. cité, page 186.

« Féminisme(s) en Afrique et dans la Diaspora » est le fruit d'un appel à contributions lancé en mai 2008 sur internet, dans les universités et cercles féministes de France, d'Angleterre, d'Afrique et d'Amérique du Nord. Témoignage de l'intérêt que lui ont porté les lecteurs et chercheurs, ce numéro d'Africultures propose une coupe transversale de l'histoire, de l'état des recherches, et des débats actuels



Féminisme(s)
en Afrique
et dans la Diaspora

CONTRIBUTEURS : OLIVIER BARLET, TANELLA BONI, PHILOMÈNE-NICOLE CARTON, MARLENE DE LA CRUZ-GUZMAN, CHRISTINE EYENE, PATRICIA HILL COLLINS, TELESOPHORE MBA BIZO, JEAN-JOSE MESGUEN, JYOTI MISTRY, OBIOMA NNAEMEKA, ELIZABETH F. OLFIELD, MELISSA THACKWAY, REBECCA WEBER

sur la condition féminine africaine et diasporique. La cause des femmes est-elle universelle ? Le féminisme pourrait-il s'affranchir de l'histoire, de la culture, des hiérarchies sociales ainsi que des facteurs économiques et politiques ? Quels sont les enjeux des mouvements féministes du XXI^e siècle ? Théoriciens, historiens, chercheurs, critiques, journalistes et travailleurs sociaux ont tenté de répondre à ces questions. En regard des articles réunis dans

ce dossier, se trouve une série d'illustrations issues d'expositions traitant de la femme noire. Provenant du Musée Dapper, du Hood Museum of Art et du Centre for Contemporary Art de Lagos, ces oeuvres ajoutent à l'interprétation du vécu féminin et du féminisme, à travers des formes de représentations visuelles africaines et diasporiques.

VOIR...

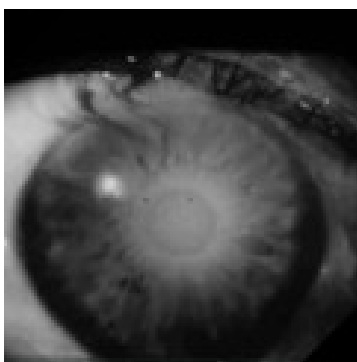
« Ulysse Clandestin » et « Il fut des peuples libres qui tombèrent de plus haut » (17')

Deux films de Thomas Lacoste, une production de La Bande Passante

Avec la participation des historiens Pap Ndiaye (EHESS), Gérard Noiriel (EHESS), Tzvetan Todorov (CNRS) et Sophie Wahnich (CNRS), des anthropologues Michel Agier (EHESS), Marcel Detienne (EPHE), Françoise Héritier (Collège de France) et Emmanuel Terray (EHESS), des sociologues Luc Boltanski (EHESS) et Eric Fassin (ENS), tous membres du Collectif pour la suppression du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, de la danseuse et chorégraphe Latifa Laâbissi et de la comédienne et metteur en scène Anaïs de Courson.

La création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale était en soi un acte d'une violence inouïe. Le débat sur l'identité nationale, et toutes les dérives verbales qui l'ont accompagné, ont confirmé les plus sombres prophéties. La prochaine étape dans ce parcours de l'ignominie sera la présentation du projet de loi Besson en septembre 2010 qui dégradera encore un peu plus la condition des immigrés en France.

Il est primordial de réagir, sans attendre. Et pour cela comprendre, comprendre les enchaînements qui conduisent à cette régression, comprendre le contexte dans lequel se déploie ce nationalisme dangereux en France et un peu partout en Europe, et à quelles sources il s'alimente.



Le film choral Ulysse Clandestin (93'), et les autres films qui lui sont associés (20 films réunis dans le Coffret Frontières), s'y emploient. Le court métrage introductif de Thomas Lacoste Il fut des peuples libres qui tombèrent de plus haut (17') revient sur la constance de l'exclusion des étrangers de la cité, à partir d'un texte du sociologue Abdelmalek Sayad (extrait de

L'immigration ou les paradoxes de l'altérité, Ed. Raisons d'agir, 2006) et d'une adaptation de la pièce chorégraphique Self portrait camouflage (52') de la danseuse et chorégraphe Latifa Laâbissi. Les dix entretiens longs, avec les intervenants du film choral qui reviennent sur leurs recherches, constituent une mise en perspective et un approfondissement essentiels.

Pour sortir des dangereuses problématiques autour de l'identité nationale que les pouvoirs cherchent à imposer, il faut rappeler ce qu'est l'histoire de l'immigration et ce que sont les caractéristiques du « creuset français ». Les origines de la nation française sont bien là, dans la multiculturalité. Ces films interrogent aussi la récurrence et les usages des thématiques racistes, notamment dans les périodes où le capitalisme entre en

crise. Ils reviennent sur cette hydre, l'association de l'immigration et de l'insécurité, sans cesse renaissante.

On l'aura compris, le film-frontières de Thomas Lacoste Ulysse clandestin est aussi un engagement pour un certain nombre de valeurs, simples mais essentielles : hospitalité et accueil, droit d'asile, respect de l'autre et de la différence, du commun et du multiple, du partage et de la redistribution. Les sociologues, anthropologues, historiens et philosophes qui témoignent dans ce film livrent des analyses méticuleusement agencées afin de lancer un salutaire combat : la suppression nécessaire et définitive du ministère de la honte !



Voir le film

- Visionnez le film en libre accès sur www.labandepassante.org/index_lbp.php ;

- Soutenez et achetez le DVD 12 € (frais de port inclus) par paiement en ligne sur le site http://www.labandepassante.org/index_lbp.php ou par chèque à l'ordre de L'Autre association, 3, rue des Petites Ecuries, F-75010 Paris.

[...]

Faire circuler

Nous vous invitons à faire connaître et circuler le film Ulysse Clandestin. Ce film peut être repris sur des sites, blogs, etc. Nous vous demandons cependant une seule mention obligatoire : « Pour soutenir cette initiative et les futurs films, vous pouvez acheter le DVD 12 € (frais de port inclus) par paiement en ligne sur le site http://www.labandepassante.org/index_lbp.php ou par chèque à l'ordre de L'Autre association, 3 rue des Petites Ecuries, F-75010 Paris. Merci de nous informer de toutes initiatives afin que nous relayons l'information sur nos différents sites. »

Visionnez les films et soutenez l'initiative : www.labandepassante.org/index_lbp.php

Signer l'appel : www.pourlasuppressionduministeredelidentitenationale.org

Pour plus d'informations : la Bande Passante www.labandepassante.org ; le Collectif pour la suppression du ministère de l'Immigration www.pourlasuppressionduministeredelidentitenationale.org

Agenda

- Du 2 au 13 juillet 2010: course contre la Françafrique. A vélo, de Lyon à Paris, « gonflés à bloc pour arriver à Paris avant les dictateurs ! »



L'association Survie lance dans le cadre de sa campagne 2010 : « Libérons-nous de 50 ans de Françafrique » une aventure hors du commun : La Course contre la Françafrique « gonflés à bloc pour arriver à Paris avant les dictateurs ! » A vélo, de Lyon à Paris, du 2 au 13 juillet 2010 Il n'est pas réservé aux coureurs du Tour de France ! Les étapes envisagées sont comprises entre 35 et 50 kms, et seront réalisées tranquillement et dans la convivialité, sans esprit de compétition. Une voiture-balai transportera affaires et matériel, et le parcours croiera des gares SNCF pour permettre à des cyclistes de nous rejoindre ou de nous quitter en cours de parcours, selon leurs disponibilités. Notre convoi traversera les départements du Rhône (69), de l'Ain (01), de la Saône et Loire (71), de la Côte d'Or (21), de la Nièvre (58), de l'Yonne (89), de la Seine et Marne (77). Ce parcours sera avant tout une belle aventure humaine et une opportunité unique pour partir à la rencontre de la population, pour partager et échanger sur les sujets qui nous préoccupent... Si

notre démarche vous intéresse, sachez que vous êtes bienvenu-e pour nous apporter votre soutien :

- en pédalant avec nous 5 kms, 50 kms, ou pourquoi pas 500 ?

- en nous aidant dans la préparation du projet : contacter les maires, les réseaux associatifs, chercher des lieux d'accueil (stades, champs, campings, ...), jalonner le parcours d'événements en extérieur et en intérieur (organisation d'animations, débats, conférences, ...), diffuser l'information,...

- en nous soutenant financièrement en faisant un don à Survie par sa campagne 2010.

Pour en savoir plus: <http://www.afrique2010.fr/agenda/article/la-course-contre-la-francafrique>

- Mardi 13 juillet, 18h: manifestation contre la Françafrique; 21h: bal anticolonial

« 50 ans de Françafrique, ça suffit ! Arrêtons le soutien aux dictateurs ! Soutenons les peuples africains ! »

Le 14 juillet à Paris, des unités militaires de 14 pays africains défilent sur les Champs-Élysées, au côté des troupes françaises. Convoqués par Nicolas Sarkozy, les chefs d'État, amis de toujours de la France et des réseaux de la Françafrique : les Gnassingbé (Togo), Bongo (Gabon), Compaoré (Burkina Faso), Déby (Tchad), Sassou Nguesso (Congo Brazzaville), Biya (Cameroun) seront présents dans la tribune présidentielle. Ceux-là, ainsi que d'autres dictateurs et putschistes, responsables pour certains du massacre d'une partie de leur population et du maintien de celle-ci dans la pauvreté, viendront s'assurer du soutien politique, économique et militaire et de leur enrichissement personnel auprès de leur ancienne puissance coloniale.

La France qui, durant la colonisation, avait abondamment pillé les ressources et utilisé les peuples comme réservoir de main d'œuvre, poursuit depuis 50 ans sa politique par tous les moyens, au détriment du développement des pays concernés, ce qui amène de nombreux africains à migrer pour nourrir leurs familles. Dans la plupart des pays concernés, les gouvernements de la France ont éliminé ou se sont rendu complice des assassinats des leaders qui ont combattu pour l'indépendance de leur pays comme Patrice Lumumba, Medhi Ben Barka, Félix Moumié, Ruben Um Nyobé, Ernest Ouandié, Thomas Sankara, Sylvanus Olympio, Farhat Hached ..., Les autorités françaises ont mis en place des dictateurs, intégrés dans les réseaux de la Françafrique où ils côtoient l'État major de l'Armée, l'Élysée et des grandes entreprises comme Total, Bouygues, Bolloré, ou Areva. De l'Afrique de l'Ouest au Maghreb où Ben Ali et Mohamed VI

prospèrent sur le dos de leurs peuples, l'héritage du colonialisme est toujours présent.

Aujourd'hui encore, la plupart des élections dans ces pays sont truquées, les opposants souvent emprisonnés, parfois torturés ou assassinés, par ceux là même qui défilent le 14 juillet, avec la complicité des autorités françaises.

A cette politique française s'ajoute une agriculture exportatrice européenne et la recolonisation des terres qui détruisent les productions locales, accélèrent le réchauffement climatique et contraignent les paysans africains à fuir les campagnes ou à migrer vers l'Europe. Cette « Europe Forteresse » qui fabrique des sans papiers, les exploite, et les expulse sous couvert d'accords de réadmission codifiés dans la Directive Européenne de la Honte, au mépris de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. [...]

Nous, organisations françaises et africaines, exigeons un partenariat entre l'Europe et l'Afrique pour le développement et l'émancipation de l'Afrique hors de la tutelle du gouvernement français. [...]

Manifestation au départ de Paris-République à 18h, suivie à 21h du bal anticolonial au Ministère de la régularisation de tou-te-s les Sans Papiers (14 rue Baudelique)



- Du 25 au 28 août 2010 : université d'été du NPA

L'université d'été du Nouveau Parti anticapitaliste est notre grand rendez-vous de l'année avant le congrès. C'est donc un moment important pour prendre du recul sur une année très chargée, et échanger entre militant-e-s et sympathisant-e-s, ainsi qu'avec nos invité-e-s du mouvement social ou de la gauche anticapitaliste venu-e-s de toute la planète. Inscription, renseignements pratiques sur: <http://www.npa2009.org/collection/19504>

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; site: www.afriquesenlutte.org

NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - site : <http://www.npa2009.org>